

LE GRAND SOIR

mercredi 15 janvier 2014

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Les pacifistes turcs accusent

Un rapport sur les « crimes de guerre commis contre le peuple syrien » remis à l'ONU

Merci de mentionner les sources.

www.legrandsoir.info

Solidarité Internationale PCF

 [imprimer page](#)

Ils accusent. 45 avocats, journalistes, députés, syndicalistes, artistes turcs viennent de publier un rapport accablant sur les « crimes commis contre le peuple de Syrie » transmis à l'ONU. Visés : les agissements des groupes djihadistes, la guerre d'agression contre la Syrie.

ajuster taille texte :



L' « Association turque pour la paix » et les « Avocats pour la justice » préparent depuis plusieurs mois un rapport préliminaire à des poursuites contre les criminels de guerre en Syrie, et leurs commanditaires.

Poursuite devant les tribunaux turcs, et surtout devant les cours internationales. Le rapport vient d'être remis à la Commission d'enquête indépendante de l'ONU sur les crimes commis en Syrie.

L'idée est de mettre sur pied l'équivalent du Tribunal Russell pour les crimes de guerre au Vietnam dans les années 1960, expérience répétée pour les guerres en Irak et en Palestine, pour juger des crimes perpétrés par l'impérialisme.

À leur crédit, les avocats et journalistes turcs connaissent très bien le terrain, que ce soient du côté des régions frontalières turques, ou en tant que cas que participant à des équipes d'enquêteurs en visite ponctuelle en Syrie, ou même comme reporter de guerre en Syrie.

Les avocats turcs se basent sur le « Statut de Rome » prévu par la Cour Pénale internationale (CPI) et classent les crimes commis en Syrie en trois types : crimes d'agression, crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.

Le premier fonde la poursuite judiciaire, les deux autres sont étroitement liés dans l'action des bandes criminelles en Syrie.

Une guerre d'agression : un crime contre le peuple syrien

Le cœur de l'accusation repose sur le concept de « guerre d'agression » reconnue par un amendement du statut de Rome datant de 2005, concernant normalement un État agresseur.

Toutefois, « *l'envoi au nom d'un État de bandes, groupes armées, troupes irrégulières ou mercenaires pour mener une lutte armée contre un État* » est aussi inclus dans la définition.

Donc, pour l'Association pour la paix, il s'agit d'abord de dénoncer les instigateurs, les soi-disant « Amis de la Syrie », réunis à Tunis en février 2012, à Doha en juin 2013, qui ont dès le début reconnu le Conseil national syrien, donc apporté leur soutien à la rébellion armée.

Sur la liste des accusés, cinq noms ressortent : États-Unis, Arabie saoudite, Qatar, Israël, Turquie.

Pour les États-Unis, rien de nouveau sous le soleil, l'Association rappelle les plans pour éliminer tout obstacle à son plan de « Grand moyen-orient », Irak, puis Syrie, enfin Iran. Ils dialoguent avec les groupes armés, les coordonnent, leur apportent un soutien financier et logistique avéré.

L'Arabie saoudite cherche, elle, à isoler l'Iran et à créer une Syrie sunnite sous patronage saoudien. La Syrie investit des milliards pour armer les combattants, les entraîner, et les commander directement en vue de ses objectifs de puissance régionale.

Quant au Qatar, il a soutenu dès le début la rébellion armée, accueilli la rencontre de Doha en juin 2013, son premier ministre déclarant alors que le « *soutien armé était la seule façon d'obtenir la paix* ». Il a depuis ménagé sa position, cherchant une conciliation via l'Autorité palestinienne.

Enfin, l'intervention d'Israël ne s'est pas limitée au soutien aux groupes armés : livraison de véhicules aux rebelles, recours à des frappes à l'uranium appauvri, accueil de combattants dans des hôpitaux israéliens, enfin projet d'intervention internationale coordonnée par Israël.

La Turquie, base arrière de la rébellion armée, premier au banc des accusés

C'est sur la Turquie toutefois que le dossier est le plus fourni, sa politique impérialiste néo-ottomane rentrant de plus en plus en contradiction avec la dite « politique de zéro problème avec ses voisins », qui avait conduit d'abord à des relations pacifiques avec la Syrie.

La Turquie a abrité l'acte de naissance du Conseil national syrien en août 2011, en mai 2012 les relations diplomatiques avec la Syrie étaient suspendues, les diplomates syriens exclus.

Enfin, en septembre 2012, Erdogan confiait même au Washington Post que la Turquie apportait un soutien logistique aux rebelles avant de rajouter, en analogie à l'intervention américaine en Irak : « Nous devons faire ce qui est nécessaire, et nous allons le faire ».

Les actes de collaboration concrète entre Turquie et rebelles se comptent par centaines, les rebelles utilisant la Turquie comme base arrière de repli, circuit de ravitaillement privilégié,

Il suffit de rappeler que des bases d'entraînement de la dite Armée syrienne libre se trouvent dans la province frontalière turque d'Hatay, que les camps de réfugiés se révèlent être des bases de repli pour les djihadistes, enfin que la Turquie est le pays de transit pour les armes venant du Golfe.

Il est de plus en plus probable que c'est par la Turquie que les rebelles ont pu se doter d'un équipement chimique, ce qui est pointé par une lettre soumise par 12 anciens haut responsables des services de renseignement américains au président Obama.

Dernier scandale en date, le 15 décembre dernier, où il fut révélé que depuis juin 2013 ce sont pas moins de 47 tonnes d'armes et de munitions qui ont circulé entre la Turquie et la Syrie, selon une enquête réalisée par l'ONU !

L'État turc a volontairement fait de la frontière une zone de non-droit, où prospèrent trafics en tout genre (armes, voitures de luxe). Les contrôles frontaliers deviennent impossibles, la frontière la chasse gardée des milices islamistes, des bandes de voyous, trafiquants en tout genre.

Toutefois, le gouvernement turc contrôle in fine les informations vitales. Les avocats donnent l'exemple de ce djihadiste turc (Burak Yazici) mort en Syrie, que les autorités turques avaient bien repéré mais laissé passer pour aller combattre le régime d'Assad.

Les djihadistes membres d'Al Qaeda patrouillent dans les rues des villes du sud de la Turquie. Human Rights Watch s'indigne de l'hypocrisie turque qui « accorde un refus sûr à des criminels de guerre, des personnes qui ont violé les droits de l'Homme ».

On a même trouvé le 7 novembre dernier un camion rempli de lances-roquettes, de bombes et d'armes fabriquées dans la manufacture turque de Konya, destiné à la Syrie, conduit par Heysem Topalca, combattant en Syrie mais jamais inquiété... car proche des services secrets turcs.

L' « armée du crime » : six groupes terroristes, une seule vague de terreur sous couvert de religion

Al-Qaeda, Armée syrienne libre (ASL), djihadistes et opposants en tout poil, qui sont les rebelles syriens ? Qui sont ces criminels de guerre en acte, agissant sur ordre des responsables de cette guerre d'agression contre le peuple syrien ?

L'association divise ces groupes en six, une distinction complexe et mouvante. Elle souligne que l'ASL et Al Qaeda dirigent ces groupes, bien qu'il faille les concevoir comme des organisations faiblement structurées, à l'emprise sur les noyaux combattants assez lâches.

Seules les livraisons d'armes saoudiennes, coordonnées par la CIA, ont pu unir un temps ces groupes, tout en conduisant à des rivalités régulières pour le partage du butin.

Par ailleurs, distinguer les groupes proches de l'ASL ou d'Al Qaeda est souvent impossible, les deux fonctionnant souvent ensemble. Un exemple, Osman Karahan, un turc travaillant comme avocat pour Al Qaeda, mort à Alep en juin 2012 alors qu'il combattait pour l'ASL.

Donc, premier groupe djihadiste en Syrie : le *Front islamique syrien*, de 13 à 20 000 hommes, reposant sur la Brigade Ahrar Al-Sham. Ce groupe a des liens importants avec la Turquie, l'Irak, est lié avec l'ASL et vise surtout les régions Kurdes.

Deuxième groupe, le *Front islamique de libération*, avec cinq brigades. Celle de Tawhid à Alep est liée à l'ASL, celle de Farouk à Alep et Homs est plutôt proche de la Turquie, les brigades Islam (Damas) et Al Haq (à Homs) rattachés à l'Arabie saoudite. Enfin la cinquième, Suquour al-Sham, proche d'Al Qaeda, est financée par le Qatar.

Cette dernière compte 3 000 combattants, la brigade de l'Islam 10 000.

Troisième groupe, *Ghuraba al-Sham* composé d'un grand nombre de citoyens turcs et spécialisée, cela va de soi, dans les attaques contre les zones kurdes.

Quatrième groupe, la *Brigade des martyrs d'Idlib*, de plus en plus chapeauté par l'organisation islamiste radicale Suquour al-Sham, financée par les Qataris, liée à Al-Qaeda. La brigade Al-Resul, une autre organisation islamiste radicale, instaurée et soutenue par le Qatar.

À noter que des organisations basées non pas en Syrie mais au Liban, en Irak participent désormais aux combats en Syrie, comme la brigade Abdullah Azzam, une organisation salafiste basée au Liban, proche d'Al Qaeda ou encore Jund al-Sham composée de djihadistes palestiniens.

On peut penser aussi à l'Armée libre irakienne, mise sur pied récemment par des gens proches de l'ancien président irakien Tarik Al Hashimi. La plupart de ces groupes fonctionnent directement avec Al-Qaeda.

Cinquième groupe et pas le moindre, le *Front Al Nosra*, organisation islamiste fondamentaliste, qui a juré allégeance à Al Qaeda en avril 2013. On estime à 70 le nombre d'attentats à la bombe commis par cette organisation terroriste d'ici à juin 2013. Elle tend à prendre le dessus dans la rébellion.

On pourrait ajouter finalement l'*État islamique en Irak et Sham (ISIS)*, fort à Homs, Ar-Raqqah et Azez, dont les troupes mènent régulièrement des attaques contre les Kurdes et vont et viennent à travers la frontière turco-syrienne, mais aussi jordanienne.

Crimes de guerre, crimes contre l'Humanité : une longue liste du martyr du peuple syrien

Les avocats turcs dénotent au moins 19 cas de crimes de guerre recensés par les Statuts de Rome et 10 de crimes contre l'Humanité reconnus par l'article 7 des Statuts, les deux définitions se confondant souvent dans le cas de la dite Guerre civile de Syrie.

Meurtres et massacres : L'Association donne comme preuve le cas de 22 attaques meurtrières, essentiellement des attentats à la bombe, ayant été directement imputée aux groupes rebelles, revendiqués par eux.

Parmi les plus marquants, on peut penser aux véhicules bourrés d'explosifs qui ont explosé le 28 novembre 2012 dans un quartier multi-ethnique, peuplé de Chrétiens et de Druzes, à Jaramana. Bilan : 34 morts et 83 blessés.

Le 29 janvier 2013, 80 cadavres ont été retrouvés, la plupart d'enfants, exécutés les mains attachés ans le dos le long de la rivière Quiq à Alep, une région contrôlée par l'ASL.

Enfin, le 21 février 2013, une série d'explosions revendiquées par Al Qaeda a fait, à Damas, 161 morts et 500 blessés.

Extermination de groupes raciaux et religieux : les attaques visant les minorités religieuses (Chrétiens, Chiïtes) ou ethniques (Kurdes, Druzes, Alaouites) se multiplient. On peut penser aux attaques dans les villages alaouites et kurdes à Latakia.

Les militants d'Al-Nosra ont attaqué le 4 août huit villages de Latakia. Après les avoir bombardé, les djihadistes les ont massacré à l'aide de haches, de couteaux et de machettes. Plusieurs centaines de morts : tous les habitants du village de Hrrata sont morts, seuls 12 ont survécu à Nabata.

À Balluta, les djihadistes ont d'abord pris soin de massacrer les enfants rassemblés sur la place du village puis les adultes. Selon le rapport d'Human Rights Watch, 190 personnes auraient été massacrées, 200 enlevées, les chiffres pouvant être beaucoup plus élevés.

Le recours à des armes chimiques : Leur utilisation est avérée, tout du moins pour l'attaque dans la région orientale de Guta, à Damas, le 21 août. Si la Syrie d'Assad a été rapidement pointée du doigt par les agresseurs, les faits montrent une autre direction.

La Russie avait déjà souligné que les missiles avaient été lancés depuis une zone contrôle par Liwa al-Islam, milice islamiste. En mai 2013, l'Armée syrienne avait déjà capturé sur des soldats d'Al-Nosra des échantillons de gaz sarin, ou d'armes de destruction massive plus raffinées.

Plus tard, en octobre 2013, une explosion à la bombe à la frontière turque, sur un poste contrôlé par les Kurdes à Ras al Ayn, pourrait bien avoir été accompagnée d'armes chimiques, au vu des symptômes d'empoisonnement chez certains combattants, et de la fumée jaune due à l'explosion.

N'oublions pas que Carla del Ponte, membre de la Commission d'enquête de l'ONU, a elle-même confirmé qu'il n'y avait aucune indication que le gouvernement syrien avait utilisé ces armes, mais que cela pouvait bien être le cas des rebelles syriens.

Attaques contre des bâtiments éducatifs, religieux, culturels : ils sont fréquents, plus de 2 000 établissements scolaires ont été détruits dans les combats. En janvier 2013, l'hôpital français d'Alep a été victime d'une voiture piégée signée Al-Nosra.

Le 28 mars 2013, l'Université de Damas a été victime d'une attaque au mortier qui a fait 15 morts et 20 blessés. Le 21 mars, c'était la mosquée Eman qui était visée lors de la prière du vendredi, l'imam pro-Assad Sheikh Mohammed Said Ramadan al-Buti tué, ainsi que 42 autres personnes.

Les plus grands monuments de la riche histoire syrienne, classés à l'UNESCO, ont déjà été lourdement endommagés, pillés : on peut penser au Krak des Chevaliers, Palmyre, la vieille ville de Damas, les édifices moyen-âgeux d'Alep, le bazar d'Al-Madinah ou la Grande mosquée d'Alep.

Harcèlement sexuel et viols : il est avéré qu'Al Qaeda et les organisations liées à l'ASL ont violé des milliers de femmes et d'enfants. Selon l'ONG « Femmes en état de siège », en 2012, 100 cas de viols avérés ont eu lieu, 80 % contre des femmes ou jeunes filles. Les chiffres seraient largement sous-estimés.

Toutes les plaintes déposées par les « Avocats pour la justice » en Turquie n'ont abouti à aucune poursuite concrète contre les criminels de guerre et leurs complices.

Pourtant, l'attentat islamiste à Reyhanli, à la frontière turco-syrienne en mai dernier, qui a fait 46 morts a éveillé la conscience du peuple turc. Ce fut le point de départ de la « rébellion de juin » qui a ébranlé le régime autoritaire d'Erdogan, aujourd'hui en train de vaciller sous le poids des scandales.

Désormais, les avocats épris de justice, les journalistes amis de la paix, les députés soucieux de vérité s'en tournent à l'opinion publique internationale : il faut que s'exprime un grand mouvement de solidarité avec le peuple syrien, victime d'une guerre d'agression, que la vérité soit dite et justice soit faite face aux criminels de guerre qui sévissent en Syrie !

Solidarité Internationale PCF, mardi 14 janvier 2014.

Pour trouver le rapport de son intégralité (en anglais), allez [sur le lien](#).

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-un-rapport-...>

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-un-rapport-sur-les-crimes-de-guerre-commis-contre-le-peuple-syrien-remis-a-l-onu-les-pacifiste-122050848.html>

<http://www.legrandsoir.info/un-rapport-sur-les-crimes-de-guerre-commis-contre-le-peuple-syrien-remis-a-l-onu.html>